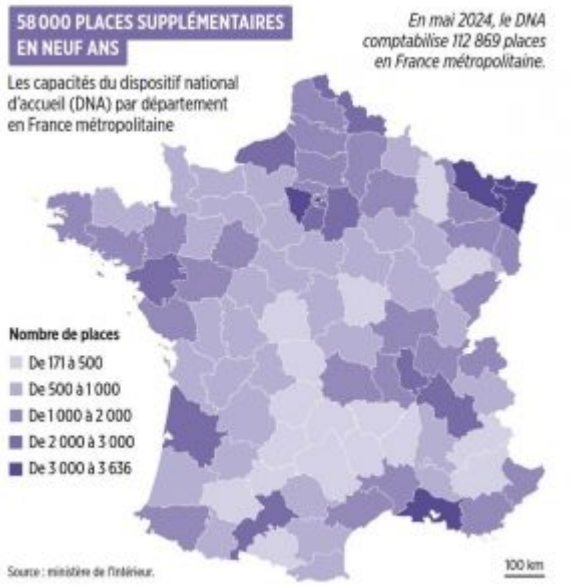
« On n’en voyait pas avant vous savez ». La répartition géographique des 1 144 centres d’accueil des migrants pèse sur le climat électoral. « Nous faisons partir en moyenne 2 000 personnes par mois de Paris vers les régions »

03/07/2024 à 10h31



C’est une petite musique discrète et lancinante, qui s’est insinuée, sans qu’on n’y prenne garde, dans les campagnes bretonnes, de la Creuse, dans les petites communes du Puy-de-Dôme ou du Loir-et-Cher. **« *On n’en voyait pas avant vous savez ?* » souffle une habitante de Lorient, ville paisible du Morbihan […] *«On n’en voyait pas avant, vous savez »*, entend-on aussi à Guéret, dans la Creuse, où le RN a bondi de plus de**

10 points en cinq ans, à 28 %. Les premiers migrants y sont arrivés en novembre 2016, après le démantèlement de la «jungle » de Calais. Depuis, cinq centres d'accueil pour demandeurs d'asile ont ouvert, totalisant 260 places dans une ville de 13 500 habitants. […]

Lorsqu'une vague migratoire sans précédent arrive sur l'Europe en 2015, portée par la guerre en Syrie, le dispositif national d'accueil (DNA) chargé de les accueillir compte, en France, 55 000 places. Il y en a aujourd'hui 113 000, réparties depuis 2021 sur l'ensemble du territoire […] **Le nombre de demandeurs d'asile ayant battu un nouveau record en 2023, avec plus de 142 000 premières demandes déposées** […]

Depuis deux ans pourtant, le mouvement de répartition s'est accéléré, note une source au ministère de l'Intérieur. ***« Nous faisons partir en moyenne 2 000 personnes par mois de Paris vers les régions. On a ventilé comme ça plus de 20 000 personnes par an. »*** Le Point s'est procuré la liste des 1 144 centres (Cada, Caes, Huda, etc.) créés pour les recevoir, qui révèle un net basculement de la politique d'accueil : **aujourd'hui, plus de 20 % des demandeurs d'asile sont hébergés dans des départements ruraux de moins de 500 000 habitants, dans des communes ne comptant parfois que quelques centaines d'âmes.** […]

Les crédits de l'hébergement d'urgence ont été multipliés par 4,4 en douze ans (ils dépassent 1,3 milliard d'euros en 2024), mais ne suffisent pas à absorber la demande, qui explose. […] la gestion de l'État concentre les critiques. Les élus sont rarement consultés avant l'ouverture d'un centre – encore moins informés de ce qu'il s'y passe, ou des publics reçus. […]

Le Point (4 juillet 2024, p.48-50)